

P r o c è s - v e r b a l

de la réunion des spécialistes de la presse consultés sur la
politique d'information en matière d'affaires étrangères, du
11 octobre 1971, 15 h.

Présidence: M. Pierre Graber, Conseiller fédéral

Sont présents: MM. Bernard Béguin
Pierre Cordey
Georges Duplain
Fürspreh Christoph Eckenstein
Dr. Fritz Ernst
Dr. Ulrich Kägi
Raymond Racine
Dr. Hans Ulmer
Dr. Hans Wili
Dr. Hans Zwicky

Excusés: MM. Erich Gysling
Guido Locarnini
Daniel Margot
Jacques Mathey-Doret

Département politique fédéral: MM. Keller, Marcuard, Natural, Erni,
Portier, Hofmann, Nordmann

Secrétariat: Service Information et Presse

Le Président expose l'objectif de la réunion: Nous sortons d'une période où les problèmes de politique étrangère de la Suisse ne passionnaient pas l'opinion, en raison de leur stabilité fondamentale excluant toute urgence. Les événements se précipitent, les équilibres se modifient. L'intérêt ainsi soulevé révèle une méconnaissance des affaires étrangères. Ces problèmes nouveaux (intégration, adhésion à l'ONU, l'aide au développement, etc.) se traduiront en des questions posées au peuple, à propos desquelles on se demande comment celui-ci formera son opinion. On ne peut pas se contenter d'enregistrer le manque d'intérêt et de connaissances, mais on doit décider de ce qui peut être utilement entrepris pour éveiller et entretenir l'intérêt et pour diffuser les données fondamentales de politique étrangère.

Voici les grandes lignes du système soumis aux réflexions:

- définir les problèmes, leur priorité et leur importance,

- dire les lacunes essentielles qui manquent à la connaissance et à l'information populaires,
- choisir l'audience que nous cherchons à atteindre (l'ensemble de la population, travailler à plus long terme, agir au niveau scolaire, y compris l'Université),
- quels sont les moyens pour l'impulsion et la réalisation.

On ne fait pas appel aux mass-média pour les enrégimenter, mais il serait impossible de réaliser un vaste programme de communication sans les conseils des responsables qui en seront les exécutants.

Bernard Béguin assure la séance de la coopération de la TV. Celle-ci doit marquer son indépendance, mais ses cadres sont à la disposition de la communauté. Les pays qui nous entourent et qui ont pris les options auxquelles nous serons confrontés bientôt ne sont ni mieux ni moins bien informés que nous. Ce qui change les données du problème, c'est la démocratie directe, la participation du peuple. Comment l'informer sans le diriger? L'article 13 de la Concession comporte le devoir, à titre parascolaire, d'informer les citoyens - l'enseignement proprement dit serait toutefois exclu.

Georges Duplain se demande si l'on veut remplacer les trois canaux de l'information (Conseil fédéral, les publications des citoyens intéressés, les organes privés du type "Nouvelle Société Helvétique") par des contacts directs entre le Conseil fédéral et le peuple.

Le Président constate que les canaux traditionnels n'atteignent qu'une partie décroissante de l'opinion. Il existe une minorité silencieuse dont on ne sait pas ce qu'elle pense et qui peut nous réserver des surprises. Il s'agit d'atteindre cette part de l'opinion qui échappe aux partis et à la presse traditionnelle, et dont les goûts en matière d'information ont changé. Les contacts avec les moyens traditionnels d'information sont bons; c'est avec les autres qu'il faut engager une coopération.

Fritz Ernst fragt sich, ob die Radio-Hörerschaft allen Einzelproblemen zu folgen vermag und wieviel an solcher Information sich niederschlägt. In Zukunft muss eine bewusste Zusammenarbeit zwischen den Massenmedien und der Presse erfolgen. Dabei muss man sich aber der Schranken, die dem Massenkommunikationsmittel Radio gestellt sind, bewusst sein: Fragen komplexer Natur können nur mit grossen Schwierigkeiten vertieft werden. Es dürfte kaum möglich sein, Einzelprobleme beim Hörer zu einem Gesamtbild zu verdichten. Neben einem appellartigen Beitrag vermag das Radio Anreize zu Diskussionen zu geben.

Raymond Racine est d'avis que le citoyen, lecteur d'un quotidien, serait suffisamment informé s'il approfondissait l'information à sa disposition. Il ne lit que ce qui l'intéresse. Le problème est moins dans la quantité de l'information que dans la forme de sa présentation. La question posée revient donc à déterminer comment faire pour que l'information touche chaque citoyen.

Ulrich Kägi meldet grundsätzliche Bedenken an. Wenn der leiseste Eindruck entsteht, es gehe dem Journalisten nicht um eine sachgerechte Vermittlung von Information, sondern um Information in einer ganz bestimmten Richtung und zu einem vorausberechneten Zweck, dann wird er beim Leser das Gegenteil dessen bewirken, was Bundesrat Graber anstrebt. Vor allem entsteht dann der Eindruck, dass man dem Volk nur ganz bestimmte Informationen geben will. Information sollte dann vermittelt werden, wenn die Probleme erfassbar sind, die Resultate und auch die konkreten Wünsche klar zutage treten. Mit dem Integrationsbericht ist bereits eine positive Erfahrung gemacht worden: Verschiedene Kritiker sind verstummt und im Parlament herrschte einmütige Zustimmung. Dies konnte nicht zuletzt infolge einer vollständigen Information im richtigen Moment bewirkt werden.

Vereine und Organisationen privater Natur, wie beispielsweise die Vereinigung der Gymnasiallehrer, die Schweizerische Gesellschaft für Aussenpolitik, und andere, könnten mit Informationsaufgaben betraut werden.

Le Président précise qu'un gros effort pour l'information en relation avec les problèmes concrets a été fait. Par exemple le rapport ONU de juin 1969 sortira en édition populaire. Il faut donner cependant un minimum d'information générale de base, car il n'est pas vrai que le seul intérêt digne d'être éveillé soit celui que suscite la proximité d'un scrutin populaire.

Hans Ulmer unterstützt den Gedanken eines Bezugs privater Organisationen. Überall besteht ein Bedürfnis für kurzgefasste, geraffte Übersichten und entsprechende Unterlagen. Die Kontaktmöglichkeiten und die Zusammenarbeit müssten sich auf die methodische Seite konzentrieren. In diesem Sinne ist der SAD bereit mitzuarbeiten.

Pierre Cordey pense qu'il est dangereux de comparer la Suisse à l'étranger. Il y a un intérêt en Suisse pour la politique étrangère. Ayant été épargné par la guerre et partant du préjugé que nous disposons avec la neutralité d'un parapluie international, il faut lutter contre l'interprétation qui veut que les événements mondiaux ne nous concernent pas. Il s'agit de susciter une prise de conscience.

Il n'est pas judicieux d'ordonner les événements en fonction de l'échéance d'un référendum. Il est par exemple utile de sensibiliser l'opinion à propos des reconnaissances d'états ou de l'aménagement des droits humanitaires, etc. Le rôle de la presse est d'intégrer les nouvelles, de renseigner, d'émouvoir brusquement, puis de susciter et d'entretenir l'intérêt, nourrir la réflexion.

Hans Wili meint, dass die Festsetzung von Prioritäten fragwürdig ist. Bei den angeschnittenen Problemen handelt es sich übrigens um solche der gesamten Regierungspolitik, nicht allein der Aussenpolitik. Ferner geht es nicht primär um das Desinteresse des Bürgers, sondern vielmehr um ein Gefühl des Ueberfordertseins. Schuld daran ist auch die komplizierte Terminologie. Diese generellen Probleme gehen den Gesamtbundesrat an. Er könnte auch das Misstrauen gegenüber der Informationspolitik eines einzelnen Departementes eher

zerstreuen. Der Journalist muss darauf achten, dass beim Leser nicht der Eindruck aufkommt, er wolle beim eventuellen Manipulieren der Öffentlichkeit mithelfen. Hierzu gäbe es natürlich verschiedene Methoden: Man könnte die Vermittlung einer bestimmten Information für den Leser sozusagen unbemerkt einbauen, quasi subkutan. Eine andere Form wäre die Information durch die Regierung selbst, eine Information mit klarem Ursprungszeichen. Bei diesem Vorgehen wäre der Beizug von Spezialisten, z.B. Leute des Reklamefachs, durchaus denkbar. Eine dritte Form ist diejenige der Konfrontation. Es dürfte sich um die beste Art handeln, um Misstrauen zu beseitigen. In dieser Beziehung dürfte sowohl Verwaltung als auch Regierung etwas mutiger und vor allem etwas unbeschwerter sein. Dieses Gremium sollte eine Gruppe des Bundeshauses sein, welche unabhängig konsultativ arbeitet und nur fallweise Spezialisten zur Mitarbeit zuzieht.

Hans Zwicky geht von der Voraussetzung aus, dass sich das Volk nur für konkrete Fragen interessiert, die es im Moment bewegen oder worüber es abzustimmen hat. Auf diese Tatsache sollte sich die Information vermehrt ausrichten. Sie muss kontinuierlich die Hintergründe aktueller Geschehnisse (Zerka, Persepolis) herausarbeiten und vermitteln.

Eine Hauptaufgabe der Regierung ist zu erklären, auf welche Weise die Aktualitäten in den grösseren Zusammenhang gestellt werden müssen. Auch die Presse muss sich dieses Aspektes mehr annehmen.

Christoph Eckenstein estime que le manque d'intérêt empêche une politique étrangère plus "participationniste". C'est parce qu'on veut avoir une attitude plus avancée qu'on s'occupe de l'apathie générale. Est-ce vraiment le manque d'information qui est l'obstacle? Quant à l'ONU, c'est l'attitude fondamentale du public à l'égard des problèmes dont traite l'ONU qui est en cause. Le plan d'action-information préparé en vue du référendum sur l'intégration doit tenir compte de ces questions. Nous devons

admettre des opinions contradictoires pour stimuler la discussion. Informer c'est présenter des alternatives et dialoguer avec les critiques, même accepter les points faibles. On a toujours informé le peuple lorsque les décisions étaient déjà prises et non pas sur les options possibles. C'est une erreur: notre objectif sera d'amener des contradicteurs à dialoguer et à expliquer nos buts publiquement. Il faut clairement exprimer les options que le gouvernement entend prendre et les défendre. Pour cela il nous faut des gens qui sachent comment s'adresser à l'opinion publique. Le langage administratif n'est pas intéressant. Il y a deux groupes de problèmes: ceux que pose l'absence d'information (sa présentation, le langage) et ceux que posent l'Europe, l'ONU, l'aide au développement et où il y a une différence de jugement entre le peuple et le gouvernement.

Le Président rend attentif à un paradoxe: Voulant faire de l'information, il est accusé de faire de la propagande, alors que M. Eckenstein préconise une information avec les moyens que le peuple redoute. Or, il ne s'agit pas de faire de la propagande pour un problème précis, mais de susciter et de maintenir un niveau d'intérêt. La votation sur l'initiative Schwarzenbach comportait un risque grave à la suite du silence de l'Etat. Le peuple en était réduit à juger selon son épiderme, en méconnaissance des données politiques, économiques et sociales.

Au sujet de l'ONU, l'opinion du gros du peuple est superficielle. On n'est intéressé que si quelque chose ne marche pas. Le peuple méconnaît les implications pour la Suisse.

Voit-on bien quelles sont les obligations qui découlent de la neutralité? Les notions élémentaires comportent souvent des lacunes graves en matière de fédéralisme et de démocratie directe. M. Wili n'a pas tort de penser qu'il s'agit d'une politique d'ensemble du Conseil fédéral, mais le besoin est particulièrement aigu en politique étrangère. Il ne faut pas, en effet, informer d'une manière unilatérale, mais bien pratiquer la confrontation.

L'Ambassadeur Keller parlant de ses expériences de Londres rappelle que, si dans la confrontation, le gouvernement devait afficher ses dilemmes et ses attermolements, au Royaume Uni, le peuple a délégué ses pouvoirs à la Chambre des Communes, se réservant uniquement les grandes options. Gouverner, pour les Britanniques, c'est avoir une ligne directrice, un programme législatif. Le peuple redoute les questions trop difficiles, dans des sujets tels que la science. Ainsi, le débat sur l'adhésion du Royaume au Marché Commun est-il ramené à la dimension de la corbeille des ménagères. C'est un trait commun aux deux peuples que de donner le plus de pouvoirs au gouvernement, de lui faire confiance.

Le Président estime qu'il faut justement parler à la ménagère suisse, lui expliquer les problèmes, puisqu'elle vote. On évitera de la sorte qu'à défaut d'information, seul le panier de la ménagère compte.

L'Ambassadeur Marcuard rappelle l'enquête du professeur Schmidtchen sur le comportement de l'opinion à l'égard des problèmes de politique étrangère. Il a constaté un manque d'intérêt pour la politique étrangère. Ainsi, la moitié des personnes interrogées croit que la coopération technique fait des dons d'argent à des gouvernements. C'est dire les lacunes qui restent à combler.

Selon Raymond Racine la question est de savoir si l'on veut se contenter d'informer le peuple du résultat du travail gouvernemental où si l'on veut lui livrer également les données de base qui ont servi à la formation de la volonté du gouvernement. Tout dépend de l'esprit avec lequel le gouvernement veut faire passer les nouvelles.

Bernard Béguin: Il y a la priorité décisionnaire. Celui qui sait mieux est supérieur. Peut-on vraiment dire honnêtement que le peuple doit décider en connaissance de cause? Jusqu'à présent les journalistes se sont chargés d'approfondir les questions posées

au peuple. Le gouvernement prend ses décisions en toute sérénité, alors que le journaliste fait basculer l'opinion avec son émotivité. Avec une nouvelle politique d'information, devra-t-on ouvrir les dossiers?

Le Ministre Natural rappelle le référendum. Il y a peut-être 5 votations populaires qui s'annoncent, plus complexes les unes que les autres: le traité de non-prolifération, l'ONU, l'intégration européenne, les réductions de dépenses militaires suivant les conclusions de la conférence européenne de sécurité, si elles débouchent sur les MBFR.

Fritz Ernst: Der Anteil des Volkes, der die Probleme intellektuell erfasst, und zwar nicht erst dann, wenn sie vor der Türe stehen, ist ausserordentlich gering, ca. 15 - 20 %. Der Grossteil hat ein gefühlsmässiges Verhältnis zu auftretenden Problemen. Nur ganz konkrete Kriterien haben dabei Chance, als Informationsstoff aufgenommen zu werden. Aufklärende Information schafft Vertrauen.

Christoph Eckenstein répète que pour avoir une politique plus "participationniste", il est normal que le gouvernement fasse de la propagande pour sa propre politique. Mais il faut éviter de surcharger le bateau.

Georges Duplain désire savoir si une déclaration gouvernementale nous informera sur les échéances en matière de consultation du peuple. Car le public n'est pas conscient de ce qui l'attend. Ne faudrait-il pas marquer le coup plus nettement et réveiller l'opinion?

Le Président, en remerciant les participants, conclut qu'il appartient au département de définir

1. les sujets et les notions à propos desquels il faut approcher le peuple,

2. les moyens et les personnes responsables de cette tâche.

Ce sera là un deuxième thème de discussion que nous tâcherons de provoquer encore cette année, éventuellement au mois de novembre.

int. du citoyen

desp. des media
mas generalite?
groupe de travail devant dire
quelle est la qualite
volume etant suffisant
examen d'intent de citoyen
veille selon les categories

affaire stryde → auto esprit
bonne de conseil
attaché les public affairs et Legats
de meme pour les public ~~et~~ chairs

en pratique

inf. on. à court terme
et à long terme

exemple avec population sur accident
à c.t. :

résumé
marché commun
publicité

exemple de :
long terme

Kataryd ~~help~~
arché humaine et...

formuler un plan d'action :

groupe de travail sur l'investissement technique.

groupe de travail ONU

groupe de travail - marché commun

groupe de travail : desir
parmi les caractéristiques
seulement ceux par C.T.